



## **REGLEMENT DE CONCOURS**

**« EMBELLISSEMENT FACADE DU REZ-DE-CHAUSSEE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE »**

**CONCOURS RESTREINT DE MAITRISE D'ŒUVRE SUR ESQUISSE**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES  
LUNDI 22 FEVRIER 2021 à 12 H 00**

## SOMMAIRE

<b>1. Objet et étendue de la consultation.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet.....	3
1.2 Mode de passation.....	3
1.3 Type et forme de contrat.....	3
1.4 Décomposition de la consultation.....	4
1.5 Nomenclature.....	4
<b>2. Conditions de la consultation.....</b>	<b>4</b>
2.1 Forme juridique du groupement.....	4
2.2 Visite obligatoire.....	4
2.3 Les intervenants.....	5
2.3.1 Maître d'ouvrage.....	5
2.3.2 Jury.....	5
<b>3. Contenu du dossier de consultation et conditions d'envoi.....</b>	<b>5</b>
3.1 Contenu.....	5
3.2 Conditions d'envoi.....	6
<b>4. Présentation des candidatures.....</b>	<b>7</b>
<b>5. Critères d'évaluation des projets.....</b>	<b>8</b>
<b>6. Les primes versées aux candidats.....</b>	<b>8</b>
<b>7. Suite à donner à la consultation.....</b>	<b>9</b>
<b>8. Conditions particulières d'exécution du marché faisant suite au concours.....</b>	<b>9</b>
8.1 Conditions financières.....	9
8.2 Assurances.....	9
<b>9. Confidentialité et mesures de sécurité.....</b>	<b>9</b>
<b>10. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>10</b>
10.1 Renseignements administratifs.....	10
10.2 Attribution de compétence en cas de litige.....	10
10.3 Contacts.....	11

## **1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION :**

### **1.1 Objet**

La présente consultation concerne un concours restreint de maîtrise d'œuvre pour l'embellissement de la façade du rez-de-chaussée de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne (CCI).

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est de 200 000 € HT.

Le lieu d'exécution est :

Chambre de Commerce et d'Industrie  
16 Place Jourdan  
87000 LIMOGES

L'objet de la mission est de reprendre la partie basse de la façade dans le respect de l'environnement architecturale (accord ABF) tout en apportant une touche de dynamisme au bâtiment.  
Nous souhaitons également dans la mesure du possible apporter une amélioration en terme d'isolation, le RDC étant actuellement en simple vitrage.  
Cette partie énergétique donnerais lieu à un accompagnement dans l'utilisation de C2E.

Le but poursuivi est d'attendre un objectif esthétique mais également thermique.

### **1.2 Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est le concours restreint en application des articles L.2125-1 2° et R. 2162-15 à R.2162-26 du Code de la commande publique.

Cette consultation est un concours d'architecture sur esquisse.

### **1.3 Type et forme de contrat**

Conformément aux articles L.2122-1 et R. 2122-6 du Code de la commande publique, le concours sera suivi d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables en vue de l'attribution d'un marché public de maîtrise d'œuvre au lauréat du concours.

Il s'agit d'un marché unique ordinaire comportant les missions détaillées dans le tableau ci-dessous.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

#### **Eléments de mission de base**

<b>Mission(s)</b>	<b>Désignation</b>
<b>ESQ</b>	Etudes d'esquisse sur l'ensemble de l'ouvrage
<b>APS</b>	Avant-projet sommaire
<b>APD</b>	Avant-projet définitif
<b>PRO</b>	Etudes de projet
<b>ACT</b>	Assistance pour la passation du contrat de travaux
<b>VISA</b>	Conformité et visa d'exécution au projet
<b>DET</b>	Direction de l'exécution des travaux
<b>AOR</b>	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

#### **Eléments de missions complémentaires**

<b>Missions</b>	<b>Désignation</b>
<b>Amélioration énergétique</b>	Accompagnement dans l'obtention d'aides et/ou C2E

Le contenu des missions de maîtrise d'œuvre sera précisément arrêté lors de la négociation du marché avec le lauréat du concours.

#### 1.4 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots pour le marché de maîtrise d'œuvre ?

#### 1.5 Nomenclature

Code CPV : 71200000-0 – Services d'architecture

## **2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION :**

### 2.1 Forme juridique du groupement

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26 à R.2142-27, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,
- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

**Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.**

### 2.2 Visite obligatoire

Pour toute remise d'une offre, la visite du site est **obligatoire**.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent règlement de consultation pour justifier une demande de supplément.

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite et celle-ci devra **obligatoirement** être jointe au dossier lors de la remise des offres. **Un candidat ne disposant pas de cette attestation ne pourra pas présenter son offre.**

Les dates de visites sont : - **MARDI 12 JANVIER 2021 à 14H30** et **MERCREDI 20 JANVIER 2021 à 14H30**.  
Merci de prendre rendez-vous auprès de M. Jean-Christophe ROYER par mail à [achat@limoges.cci.fr](mailto:achat@limoges.cci.fr) ou par téléphone au 05 55 45 15 18.

## 2.3 Les intervenants

### 2.3.1 *Maître d'ouvrage*

La maîtrise d'ouvrage du présent marché est assurée par : la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La personne responsable du marché (P.R.M) est : Monsieur MASSY Président de la CCI.

### 2.3.2 *Jury*

Composition :

Il est fait application des articles R.2162-22 et R. 2162-24 de Code de la commande publique.

Le jury est composé des membres élus de la commission technique des marchés et d'un membre des Architectes des Bâtiments de France.

Missions du jury :

**1<sup>ère</sup> phase** : les personnes intéressées par la consultation doivent impérativement en premier lieu faire acte de candidature stipulant leur intérêt à concourir par mail à l'adresse [achat@limoges.cci.fr](mailto:achat@limoges.cci.fr) . La candidature est validée par retour de mail par le maître d'ouvrage.

**Le délai accordé à cette première phase est porté au Vendredi 15 janvier 2021 inclus.**

**2<sup>ème</sup> phase** : le maître d'ouvrage sélectionne et retient les trois (3) meilleures candidatures en vertu des critères énoncés à l'article 5 du présent document. Le nombre de candidats admis à présenter une offre pourra être inférieur à trois (3) si le nombre de candidatures recevables n'atteint pas ce seuil. Il revient au maître d'ouvrage de fixer la liste des candidats admis à concourir et d'informer de leur éviction les candidats non retenus.

#### • Réunion du jury :

Le jury examine les projets présentés par les candidats sélectionnés de **manière anonyme** et en se fondant exclusivement sur les critères d'évaluation des projets définis dans l'avis de concours et détaillés à l'article 5 du présent document.

Le jury consigne dans un procès-verbal le classement des projets ainsi que ces observations et le cas échéant tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés.

Une négociation est également possible avec tous les candidats retenus. La négociation se fait par voix dématérialisée sur la plateforme dédiée (se reporter à l'article 3.2 de ce document) et peut porter sur l'ensemble des éléments de l'offre. Un délai est déterminé dans le procès-verbal afin d'acter la date et l'heure de fin de la négociation. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sans négociation.

Le jury se prononce également sur l'allocation des primes aux concurrents dans les conditions fixées à l'article 6 du présent document.

Le marché est attribué par le maître d'ouvrage au candidat dont l'offre aura été classée en première position au vu du (ou des) procès-verbal (verbaux) et de l'avis du jury.

L'anonymat des candidats peut alors être levé.

Les notification des résultats est publiée sur la plateforme PLACE.

## **3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET CONDITIONS D'ENVOI :**

### 3.1 Contenu

Le dossier de consultation comporte :

- L'avis de concours (disponible sur BOAMP)
- Le présent règlement de concours
- L'attestation de visite

- Annexe (plan façade CCI – encadré jaune)
- La notice DUME

A noter que le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché n'est pas joint matériellement au présent dossier de consultation des entreprises.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

**Ce document est téléchargeable sur :**

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

### 3.2 Conditions d'envoi

Les offres et les candidatures sont transmises UNIQUEMENT par voie électronique sur la Plate-Forme des achats de l'Etat, La PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

**Pour plus de renseignements :**

sur la dématérialisation des marchés publics, [www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation](http://www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation)

Les candidatures et offres doivent être déposées conjointement dans la seule rubrique « offre », avant la date et l'heure limites inscrites au présent document. Toute offre transmise hors délai ne sera pas retenue (voir cependant ci-après la rubrique « copie de sauvegarde »).

#### **ATTENTION : INFORMATIONS RELATIVES A LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES**

##### • **Utilisation de La PLACE :**

Les candidats peuvent obtenir toutes les explications utiles sur le fonctionnement de la plateforme de dématérialisation via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) aux rubriques « Prérequis techniques », « Conditions d'utilisation » et « Aide ».

→ **Le dépôt de l'offre sur la plateforme ne nécessite pas de signature électronique. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de la signer.**

##### • **Fichiers :**

- Lors de sa réponse dématérialisée, le soumissionnaire est invité à transmettre ses fichiers **en respect des indications suivantes :**

→ Transmettre les fichiers dans les formats suivants : **.doc - .gif - .jpg - .ods - .odt - .pdf - .rtf - .xls**,

→ Ne pas transmettre de fichiers ayant un format exécutable, notamment les **.exe, .com** et **.bat**,

→ Ne pas utiliser certains outils spécifiques aux produits bureautiques tels que les macros commandes.

**Il est recommandé aux candidats de faire en sorte que la candidature et l'offre ne soient pas trop volumineuses.**

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'antivirus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

##### • **Dépôt :**

En cas de difficulté lors du dépôt des offres sur La PLACE, les candidats doivent impérativement faire appel au service assistance de ladite plateforme (01 76 64 74 07).

**ATTENTION : Les offres adressées par télécopie ou par e-mail ne seront pas prises en compte.**

#### *Copie de sauvegarde*

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics, les candidats peuvent transmettre, parallèlement à l'envoi électronique de leurs plis, une copie de sauvegarde sur support électronique (Clé USB, CD, DVD, ...) ou bien sur support papier.

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'administration dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Seul sera pris en compte l'horodatage d'arrivée des plis. Les candidats sont seuls responsables du bon acheminement de leur réponse à la personne publique. Il leur appartient donc de procéder à l'envoi par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception, mais aussi de tenir compte des horaires d'ouverture et délais d'acheminement le cas échéant par rapport à la date et l'heure limites de remise des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant lisiblement la mention suivante :

**"Concours d'architecte – COPIE DE SAUVEGARDE**

**NE PAS OUVRIR**

**'NOM DU CANDIDAT' »**

Ainsi que l'adresse suivante ;

Les plis peuvent être expédiés par tout type d'envoi permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (notamment envoi en recommandé avec accusé de réception) ou remis contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

En cas de remise en main propre, les horaires d'ouverture du service sont : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30.

La copie de sauvegarde sera ouverte par l'administration - sous réserve qu'elle soit parvenue dans les délais- si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- une candidature ou une offre transmise par voie électronique ou n'a pas pu être ouverte.

#### **4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES :**

**1. Une lettre de candidature** précisant le ou les membres du groupement, datée (formulaire DC1 ou équivalent)\*.

**2. Une déclaration sur l'honneur** dûment complétée par la personne habilitée à engager la personne morale candidate (DC2 ou équivalent)\*

**\*NOTA :** Les candidats ont la possibilité de renseigner depuis la plate-forme le formulaire **DUME** (Document Unique de Marché Européen) qui remplacera les attestations DC1 et DC2, ce formulaire est réutilisable pour d'autres marchés.

**3.** si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet ainsi que la justification qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché

**4.** Un ou plusieurs justificatifs de la capacité économique et financière des candidats à exécuter les prestations du marché, à savoir :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations du même type que celles faisant l'objet du marché au cours des trois dernières années d'exercice.

- la déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement à savoir les moyens humains et matériels.

**5.** Un ou plusieurs justificatifs de la capacité professionnelle et technique des candidats à exécuter les prestations du marché, à savoir :

- la liste des principales prestations de même nature que les prestations faisant l'objet du présent marché effectuées au cours des trois dernières années.
- les qualifications professionnelles des candidats : la preuve de la capacité des candidats peut être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les prestations faisant l'objet du marché (attestation d'inscription à l'ordre des architectes ou équivalent pour la compétence d'architecte et document de présentation de l'équipe le cas échéant, répartition des tâches, moyens mis en œuvre etc..).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont demandés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le candidat produit en engagement écrit de l'opérateur économique.

## 5 – CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS :

Critère d'attribution	Coefficient
Qualité de conception du projet (esquisse présentée ci-dessous) *	30 %
Description technique du projet (en phase préparatoire et en phase de chantier)	20%
Respect de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux	10%
Coût de la prestation d'honoraires	30%
Respect des délais	10 %

\*Esquisse : Présentation écrite synthétique du projet (prise en compte de l'architecture, de l'environnement dans lequel s'inscrit ce projet). La présentation s'accompagnera des plans proposés pour l'embellissement de la façade en expliquant le choix architectural et les matériaux utilisés.

La notation de l'offre du candidat (i) selon la valeur critère de prix sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = \text{note maximum} * (P(m) / P(i))$$

Dans laquelle :

- N (i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i) ;
- Note maximum est égale à 5 ;
- P (i) est le prix de l'offre du candidat (i) ;
- P (m) est le prix de l'offre la moins-disante.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront éliminées. Il sera procédé au classement des offres restantes, conformément aux critères ci-dessus énumérés.

En cas d'imprécision, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire préciser par les candidats, après la remise de leur offre, les points techniques qui lui sembleraient nécessaires de détailler. Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de compléter la teneur de leur offre.

Les modifications ou compléments éventuels ne pourront pas remettre en cause l'économie générale de l'offre initiale et ne devront en aucun cas consister en de nouvelles propositions.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix, le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant : en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de ne pas donner suite à la présente consultation si aucune des propositions obtenues ne lui paraît acceptable.

## 6 – LES PRIMES VERSEES AUX CANDIDATS :

A l'issue de la consultation, une prime est versée, sur proposition du jury, à chacun des candidats dont la candidature est valide. Son montant est de 1 500 € HT.

Cette prime est versée sous réserve de la remise des prestations conformes au règlement de concours.



Dans le cas où la remise des prestations serait incomplète ou ne répondrait pas pour tout ou partie aux demandes ou si la consultation est infructueuse, une réduction ou une suppression de la prime pourra être effectuée après avis du jury.

La rémunération de l'attributaire tient compte de la prime qu'il a reçue pour sa participation au concours.

## **7 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION :**

Le maître d'ouvrage désigne le lauréat du concours en s'appuyant sur le procès-verbal et les avis du jury et publie un avis de résultat de concours.

Le maître d'ouvrage communique ensuite au lauréat un projet de marché et sollicite la remise d'une offre qui sera la base de la négociation en application de l'article R. 2122-6 du Code de la commande publique.

Le délai de validité de cette offre est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

La négociation portera sur les caractéristiques, les conditions d'exécution du marché et la prise en compte des éventuelles observations du jury sur le projet du lauréat.

La transmission et la signature des documents s'effectueront par courrier ou courriel.

Le marché sera ensuite attribué par le pouvoir adjudicateur. Le maître d'ouvrage publiera un avis d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre.

## **8 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHE FAISANT SUITE AU CONCOURS :**

### **8.1 Conditions financières**

Le marché sera un marché unique ordinaire dont l'exécution débutera à sa notification.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire qui sera détaillé dans le DGPF fourni par le lauréat qui détaillera le prix de ses prestations et des différentes phases du projet.

Les prix seront donnés en euros hors taxes.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **30 (trente) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges.

### **8.2 Assurances**

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 modifiées du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de **quinze (15) jours** conformément aux dispositions générales du CCAG-Travaux à compter de la notification du marché et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

## **9 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE :**

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur (loi Informatique et Libertés N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD)).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

## **10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

### **10.1 Renseignements administratifs**

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro.

Les candidats formuleront leur offre en euro.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doivent être habilités à engager la société.

Les soumissionnaires désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Ils mettent en place les procédures permettant, au pouvoir adjudicateur, de s'assurer que leurs candidatures et leurs offres sont transmises et signées par cette personne.

### **10.2 Attribution de compétence en cas de litige**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au :

Tribunal Administratif de Limoges -  
1, cours Vergniaud  
87000 LIMOGES -  
Tél : 05 55 33 91 55  
[greffe.ta-limoges@juradm.fr](mailto:greffe.ta-limoges@juradm.fr)

### 10.3 Contacts

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront prendre contact avec :

Renseignements administratifs et techniques
<p><b>Jean-Christophe ROYER</b> Directeur Administratif et Financier Tél. : 05 55 45 15 18 <a href="mailto:jc.royer@limoges.cci.fr">jc.royer@limoges.cci.fr</a></p> <p>Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne 16, place Jourdan –CS 60403 87011 LIMOGES Cedex</p>